

banquet d'État à Kiev, capitale de l'Ukraine. Il y a souligné la participation importante des Ukrainiens au développement du Canada tout en conservant leur identité ukrainienne au sein de la mosaïque culturelle du Canada.

Il aurait bien dû mentionner la somme dérisoire versée par le gouvernement pour améliorer leur culture au Canada, comparativement aux sommes énormes dépensées pour le biculturalisme et le bilinguisme.

L'hon. M. Sharp: Êtes-vous contre le bilinguisme?

M. Baldwin: Laissez-moi lire les deux alinéas suivants:

Nous devons, toutefois, nous opposer énergiquement à la déclaration du premier ministre dans laquelle il a comparé le régime fédéral démocratique du Canada au régime totalitaire, colonialiste qui permet à l'Union soviétique d'avoir sous sa coupe quelque 125 millions d'habitants d'autres nations que la Russie, dont l'Ukraine est la plus importante, du fait de sa population de 47 millions d'habitants.

En aucun cas le régime canadien, démocratique et fédéral, peut être comparé à la dictature russo-soviétique à un seul parti, qui a recourus aux procès secrets, aux camps de travaux forcés et autres méthodes de régime policier pour atteindre des fins politiques et impérialistes. De fait, l'URSS est le seul grand empire colonial de l'univers aujourd'hui.

Voilà ce que ces gens pensent. Je rapporte leurs propos pour montrer que tous ne sont pas d'accord comme le prétendent le premier ministre et d'autres représentants de son parti. Permettez-moi de lire des extraits d'un éditorial publié dans la *Free Press* de Winnipeg jeudi dernier sous le titre «Historic Indeed»:

Le traité canado-russie signé à Moscou est décrit officiellement comme un «protocole». En insistant sur cette distinction, le gouvernement de M. Trudeau atteint deux objectifs importants d'ordre politique... L'expression «protocole» est un terme relativement neutre et donc utile pour les ministres qui sont prêts à prétendre, lorsqu'ils ne font pas étalage de leurs exploits...

Les mots ne sont pas de moi mais j'y souscris.

... sur la scène internationale, qu'ils ont conclu un simple accord visant à encourager des échanges culturels et scientifiques. En outre, leur geste diplomatique est un fait accompli; ils ne sont pas tenus d'obtenir la ratification d'un «protocole» par le Parlement canadien.

En réalité, le traité est une autre étape importante dans le renversement d'une politique canadienne de longue date. Au Parlement, M. Sharp a qualifié ce traité d'«historique», ce qu'il pourrait bien devenir. La cordialité des dirigeants soviétiques n'a rien d'étonnant. «Donnez-vous la peine d'entrer chez moi, dit l'araignée sournoise aux innocentes mouches.» Et MM. Sharp et Trudeau d'entrer.

On en a mis plein la vue au peuple canadien, de même qu'à ses alliés. D'abord, il y a eu cette savante démonstration de politique étrangère destinée à relâcher nos liens avec l'OTAN sous le couvert de professions de loyauté. Les sceptiques ont été rassurés par des renvois explicites au texte de la déclaration qu'avait faite le premier ministre en avril 1969 et qui soulignait notre volonté de demeurer membre de l'organisme. Maintenant que la poussière est retombée, nous avons dans un deuxième temps une entente conclue à Moscou et établissant des rapports particuliers entre le Canada et l'Union soviétique.

Sans faire mienne toute la thèse que contient cet article de fond, je veux consigner celui-ci au hansard parce qu'il allonge la liste des expressions d'opinion de la part des nombreux Canadiens qui mettent en doute la déclaration du premier ministre sur ce qu'il a conclu ou signé, propos orchestrés par des déclarations ancillaires. Ce geste n'a pas été approuvé par l'ensemble de la population canadienne.

Enfin, nous avons aujourd'hui l'article suivant du *Star* de Toronto, dont l'encre est à peine sèche. Vous observez

[M. Baldwin.]

rez que je cite des journaux qui ne se sont pas toujours montrés indifférents aux quelques propositions raisonnables que fait ce gouvernement de temps à autre. Voici ce que dit cet article de fond intitulé «Scene of the Crime»:

A vrai dire, nous n'aurions pas abordé la question s'il ne l'avait pas soulevée lui-même. Cette brutale intervention de l'URSS en Tchécoslovaquie en août 1968 avait quelque chose d'écoeuvrant, de dégoûtant et d'effroyable. Mais personne ne réagit à l'époque et, depuis lors, il y a eu un accord tacite pour ne plus en parler.

Mais, cette semaine, juste après avoir quitté les Trudeau, le chef du parti communiste soviétique, Léonide Brejnev, s'est rendu à Prague où il s'est vanté de la sale besogne accomplie par lui en 1968, tout en prenant soin de réaffirmer de nouveau la nauséabonde «doctrine Brejnev», ce qui revient à dire qu'il serait prêt à remettre ça, s'il le jugeait nécessaire. Ce manque de délicatesse de la part de M. Brejnev nous incite à parler brutalement. Il y a toujours 80,000 soldats russes en Tchécoslovaquie. Alexandre Dubcek, qui a été destitué et disgracié, est l'objet de leur vindicte. Recourant à la force brutale, les Soviétiques ont mis à sa place Gustave Husak qui a sauvé la vie de Dubcek, mais a dû, pour ce faire, lécher les bottes de Brejnev. Et 300,000 communistes tchèques ont été épurés.

L'éloge obséquieux que Husak a fait publiquement cette semaine de Brejnev aurait donné un haut-le-cœur à tout homme bien né, mais Brejnev l'a bu comme du petit lait.

Une oreille plus fine aurait perçu une petite dissonance dans ce flot de louanges. Husak a souligné la nécessité de triompher «des opportunistes droitiers, des révisionnistes et des éléments associés». Mais c'est précisément là la terminologie employée par les Chinois pour houspiller les Russes. Il se pourrait bien que Husak ne soit pas le flagorneur auquel Brejnev croit avoir affaire. Il y a longtemps que les Tchèques ont appris à se gausser de leurs conquérants. N'auriez-vous jamais entendu parler du «Brave soldat Schweyck», monsieur Brejnev?

• (4.10 p.m.)

Je pourrais en consigner une foule. Les députés pourraient se féliciter à qui mieux mieux de leurs réalisations, mais je crois qu'il incombe aux parlementaires et à la population d'étudier avec circonspection ce qu'on a fait et ce qu'on fait. Nous ne refusons toutefois pas les bonnes choses et peut-être qu'il en ressortira de tout cela. C'est ce que nous espérons. Nous ferons le point avec le temps.

Le très honorable représentant a déclaré aujourd'hui qu'il avait signalé au Président certains problèmes qui existent entre le Canada et l'URSS, comme la question des Juifs qui essaient de quitter la Russie, la question des pêches qui a fait l'objet de discours de beaucoup d'oppositionalistes, celle de l'immigration et autres. Nous surveillerons attentivement et avec intérêt ce qui ressortira de tout cela. Si en réalité il y a des compensations et des améliorations, nous rendrons au premier ministre ce qui lui revient, même si elles se seraient produites de toute façon.

Mais rien ne change le fait que le premier ministre a fui le Canada à cause des problèmes intérieurs auxquels il avait à faire face. Nous avons entendu parler de la retraite de Moscou. Maintenant nous entendons parler de la retraite vers Moscou du premier ministre et de ses amis. Napoléon est allé dans un sens et notre premier ministre est allé dans l'autre. Nous veillerons prudemment et nous nous opposerons à cette démarche particulière qu'on nous présente.

Nous avons accompli notre devoir comme loyale opposition de Sa Majesté parce que le gouvernement a lamentablement failli à la tâche en n'accordant pas suffisamment de temps pour discuter de cette question, parce que c'est ou bien un événement historique de grande importance comme on veut nous le faire croire, ou bien un feu de